



Université **Laurentienne**
Laurentian University



RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Exercice terminé le 30 avril 2014

SUDBURY | BARRIE ON
laurentienne.ca



TABLE DES MATIÈRES

Examen de l'exercice 2013-2014	2
➤ Points saillants	2
➤ Projets d'immobilisations	3
➤ Rémunération et avantages sociaux	5
➤ Financement externe de la recherche	6
➤ Revenus auxiliaires	6
➤ Fonds de fonctionnement non affectés	7
Points saillants des états financiers consolidés	8
➤ État de la situation financière consolidés	8
➤ État des résultats consolidés	9
Déclaration de responsabilité administrative	10
États financiers consolidés vérifiés	11
➤ Rapport des auditeurs indépendants	12
➤ État de la situation financière consolidés	14
➤ État des résultats consolidés	15
➤ État de l'évolution de l'actif net consolidé (insuffisance)	16
➤ État des flux de trésorerie consolidés	17
➤ Notes afférentes aux états financiers consolidés	18

EXAMEN DE L'EXERCICE 2013-2014

Points saillants

L'Université Laurentienne (l'Université) a intitulé son budget de fonctionnement « En mouvement ». Ce rapport financier annuel illustre le succès de ce « mouvement » en 2013-2014. Il montre également que l'Université façonne vraiment son avenir, ce qui est approprié étant donné le titre de sa consultation sur le budget de 2014-2015 « Façonner notre avenir ».

En 2013-2014, l'Université a dressé trois plans majeurs : le Plan de mise en œuvre de l'expansion des études supérieures, le Cadre d'appui à la recherche et la Stratégie d'apprentissage souple. Ces nouveaux plans et le Plan stratégique 2012-2017, le Plan d'enseignement de 2011 et le Plan stratégique de recherche de 2012-2017 constitueront la base des décisions concernant l'allocation des ressources.

La mise en œuvre du Plan d'expansion des études supérieures avance bien grâce à l'approbation obtenue dans le cadre du processus d'entente stratégique 2014-2017 de mandat (ESM) pour ajouter 76 places aux cycles supérieurs au cours des trois prochaines années. Le Cadre d'appui à la recherche accélérera la production et la mobilisation de connaissances transformatrices dans cinq thèmes : Environnement et conservation; Santé et bien-être; Recherche sociale et culturelle; Créativité, génie, minéraux et sciences des matériaux; Physique subatomique (SNOLAB). Pour sa part, la Stratégie d'apprentissage souple indique qu'une bonne pédagogie est essentielle et exige du soutien technologique ainsi que divers modèles d'enseignement de cours.

Trois grands chantiers de construction sont en cours : la deuxième phase de l'École d'architecture, la réfection de la Résidence des étudiants célibataires et la modernisation du campus, y compris la rénovation du Grand Salon. Tous ces travaux ont de solides bases et respectent les calendriers et les budgets.

Le recrutement et la fidélisation des étudiants sont des facteurs clés des revenus de l'Université. Le financement du gouvernement provincial par étudiant continue de baisser et le cadre des droits annuels de scolarité a plafonné les hausses des droits des étudiants canadiens à 3 % jusqu'en 2016. Cependant, les inscriptions continuent d'augmenter grâce à l'introduction de nouveaux programmes comme Architecture et à une solide demande dans les programmes professionnels.

Finalement, l'Université continue d'honorer son engagement de rembourser son déficit budgétaire de fonctionnement non affecté accumulé entre 2008-2009 et 2010-2011. À la fin de l'exercice 2014, ce déficit était de 8,2 millions \$.

Il a fallu relever certains défis cette année, y compris un hiver plus froid que la normale qui a eu des répercussions sur le coût des services publics, la maintenance continue des installations due au vieillissement de l'infrastructure, les incidences négatives de la prise de décision tardive du gouvernement sur la création d'un campus satellite à Barrie, et la fin de la retraite obligatoire en 2006 qui empêche l'Université de faire des prévisions précises et stratégiques pour sa main-d'œuvre.



Projets d'immobilisations

❖ École d'architecture

L'École d'architecture a été lancée en septembre 2013 au centre-ville de Sudbury à la suite des pressions énergiques et du leadership d'un comité directeur local axé sur le renouvellement urbain. Les travaux, qui devraient se dérouler de 2012 à 2015, représentent 42,6 millions de dollars et apportent une activité économique importante dans la région. Une étude d'impact économique entreprise pendant la phase de planification a montré une activité économique annuelle supplémentaire de 15 millions \$.

À l'instar de l'École de médecine du Nord de l'Ontario (EMNO), l'École d'architecture de la Laurentienne produit de nouvelles connaissances dans le Nord et pour le Nord. Le concept et les matériaux appropriés pour les cultures, les



communautés et le climat du Nord devraient apporter de nouvelles ouvertures industrielles dans les communautés du Nord. Les installations de l'École d'architecture sont construites en deux phases : la première a pris fin à l'été 2013 en prévision de l'arrivée de la toute première classe en septembre de la même année. La deuxième consiste à construire un édifice de 55 000 pieds carrés, commencé en mars 2014 et qui devrait être terminé en août 2015.

❖ Résidence des étudiants célibataires

L'Université Laurentienne héberge actuellement environ 1 200 étudiants dans cinq résidences. La plus récente, la Résidence Est de 12 étages, a ouvert ses portes l'été dernier.

Construite en 1973, la Résidence des étudiants célibataires (REC) loge près de 400 étudiants chaque année. Voisine de la Résidence des étudiants adultes, elle est l'une des premières résidences de la Laurentienne. Le complexe résidentiel, qui a logé des « générations d'étudiants du premier cycle », fait l'objet d'un programme poussé de rénovations de 7,7 millions \$.

Ce complexe est important pour la population du campus de la Laurentienne et la REC est mûre pour un ravalement de façade. Les travaux, qui amélioreront l'efficacité énergétique, comprennent aussi des améliorations de la structure ainsi que la modernisation de l'aménagement intérieur.

Les rénovations incluront un nouveau revêtement extérieur et le remplacement de l'isolation et des fenêtres dans tout le complexe. La structure est constituée de trois sections connexes de quatre étages chacune totalisant 72 unités de style appartement à chambres pour une ou deux personnes, et comporte aussi des zones communes. Les rénovations auront lieu par étapes afin qu'une partie seulement du complexe soit en travaux à tout moment. Pendant chaque étape de rénovations de 8 mois, les étudiants concernés seront logés ailleurs.



La réfection de la REC a débuté en mai 2013 et devrait être terminée en décembre 2014.

Projets d'immobilisations (suite)

❖ Modernisation du campus

Le Conseil des gouverneurs a approuvé 50 millions \$ pour moderniser le campus en 2013, c.-à-d. rénover environ 250 000 pieds carrés et construire 20 000 pieds carrés sur le campus de Sudbury, ainsi que 2,6 millions \$ pour moderniser les services de restauration.

Le produit final de ce projet sera des services accessibles aux étudiants, un centre d'accueil à l'entrée, des salles de classe adaptables à divers modes d'enseignement et d'apprentissage, des expériences étudiantes dynamiques dans de nouveaux locaux sociaux qui instillent un solide sentiment de communauté et d'appartenance, ainsi que des lieux de rassemblement pour le corps professoral, les étudiants des cycles supérieurs et les anciens. La création du Centre autochtone de partage et d'apprentissage et du Club universitaire généreusement financés par des dons, ainsi que le nouveau Centre étudiant financé par les étudiants, sont gérés dans le cadre de l'opération générale appelée « modernisation du campus ».

La construction liée à la modernisation du campus débutera pendant l'exercice 2014 et se poursuivra jusqu'en 2017, mais devrait être terminée en décembre 2016.

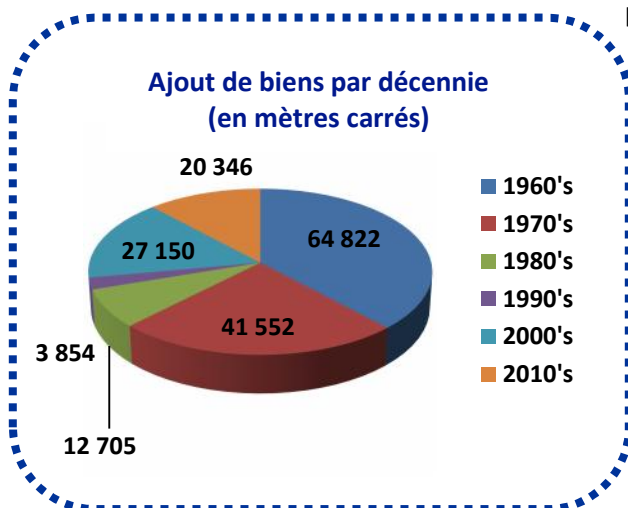


❖ Entretien différé

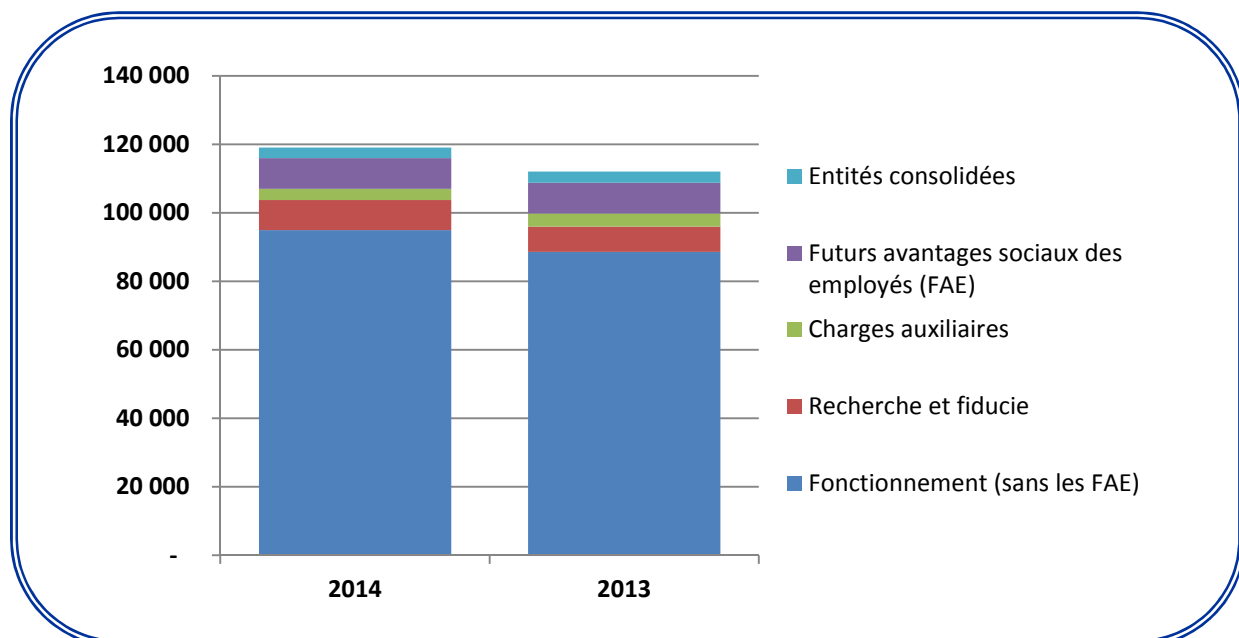
Quand l'Université a célébré son 50^e anniversaire en 2010, une bonne partie de son infrastructure a aussi atteint cet âge. L'infrastructure a pris beaucoup d'expansion pendant les années 1960 et jusqu'au milieu des années 1970. La grande phase suivante de construction a commencé en 2005 et n'est pas encore terminée.

Divers éléments d'infrastructure sont d'origine et beaucoup de systèmes mécaniques qui ont été mis à niveau ont atteint aujourd'hui la fin de leur espérance de vie théorique. Le logiciel de

planification et de gestion des immobilisations (VFA) de l'Université a été mis à jour au cours d'une série d'inspections menées par des vérificateurs indépendants. L'entretien différé relevé se chiffre à 51,3 millions \$. Pendant l'exercice 2013, l'Université a reconnu la nécessité d'allouer une partie de son budget annuel de fonctionnement à l'entretien différé et a mis 400 000 \$ en réserve chaque année. Le plan financier pluriannuel inclut des allocations de 500 000 \$ en 2013-2014 (600 000 \$ en réalité), 1 million \$ en 2014-2015, 1,5 million \$ entre 2015-2016 et 2017-2018, 1,8 million \$ en 2018-2019 et 2,2 millions \$ en 2019-2020.



Rémunération et avantages sociaux (en 000 \$)



Futurs avantages sociaux des employés

L'Université a trois régimes d'avantages sociaux postérieurs à l'emploi. Le premier est un régime de retraite à prestations déterminées (plan hybride jusqu'en 2012) dans lequel elle verse les fonds nécessaires pour honorer ses obligations actuelles et payer les coûts du service. Les employés versent un montant établi déterminé lors des négociations collectives ou des décisions prises au Conseil. Les prestations reposent sur les années de service et la moyenne des cinq meilleures années consécutives de salaire au moment de la retraite. Le deuxième est le Régime de prestations de maladie pour les personnes retraitées (RPMR) auquel les employés cotisent pendant leur emploi. Les prestations reposent sur un remboursement annuel maximal fixe des dépenses réelles réclamées. Le troisième est un régime de retraite supplémentaire qui apporterait aux employés des prestations complètes si les limites de l'Agence du revenu du Canada n'étaient pas imposées.

Même si le déficit à long terme du régime de retraite a baissé à 3,9 millions \$ grâce aux dividendes, le déficit de solvabilité continue d'augmenter avec la réduction des taux d'intérêt à long terme.

L'Université bénéficie d'une exemption de solvabilité jusqu'à son évaluation de 2017. Le plus récent rapport actuariel, au 1^{er} juillet 2011, indique que la partie des prestations déterminées garanties du régime de retraite a un passif évalué sur une base de permanence non financé d'environ 31 millions \$. Le RPMR est sous-financé depuis sa création. L'Université cherche à résoudre ce problème au cours de pourparlers avec les employés à temps plein syndiqués et non syndiqués.

Depuis le 1^{er} mai 2013, l'Université détermine ses obligations au titre des futurs avantages sociaux des employés en utilisant des hypothèses de financement plutôt que les hypothèses comptables de ses états financiers. Les états reflèteront dorénavant un passif qui concorde davantage avec le passif évalué sur une base de permanence découlant des évaluations du régime de retraite.

Comme d'autres universités de l'Ontario, l'Université Laurentienne envisage de changer son régime de retraite à employeur unique pour un régime de retraite commandité conjointement où les cotisations de l'employeur et de l'employé sont égales. La Province de l'Ontario a passé une loi autorisant les changements des régimes de retraite et publiera prochainement des règlements et des directives à ce sujet.

Financement externe de la recherche

(en 000 \$)	2014	2013
Revenus		
Subventions et contrats	9 508	11 163
Autres	13	103
Dépenses	9 521	11 266
Salaires et avantages sociaux	6 986	5 293
Autres	3 565	3 533
	10 551	8 826
Excédent (déficit) des revenus sur les dépenses augmenté (réduit) dans les contributions différées à la recherche	(1 030)	2 440
Contributions différées à la recherche au début de l'exercice	13 074	10 634
Contributions différées à la recherche à la fin de l'exercice	12 044	13 074

L'augmentation des dépenses pour la recherche ainsi que la réduction des contributions à la recherche pendant l'exercice ont réduit les contributions différées à la recherche d'environ un million de dollars pendant l'exercice 2014. L'écart d'environ 1,6 million \$ dans les revenus ci-dessus est dû à la période de versement des contributions du CRSNG au Centre de recherche sur l'exploration minérale (CREM). L'écart d'environ un million de dollars dans les revenus et dépenses totaux ci-dessus est dû à un nouveau projet de recherche important « Améliorer l'équité en matière de santé pour les Ontariennes et Ontariens du Nord » financé par le ministère de la Santé et des Soins de longue durée.

Revenus auxiliaires

Revenus (en 000 \$)	2014	2013
Résidences	6 608	6 738
Centre d'informatique	1 577	1 477
Programme de préparation aux études en anglais et qualifications additionnelles	1 432	1 855
Stationnement	1 292	1 199
Impression et cartes	1 076	1 080
Conférences et événements	500	442
Services de restauration	332	356
Moins les ventes internes	(1 989)	(2 051)
Total des revenus auxiliaires	10 828	11 096

Les revenus auxiliaires ont baissé de 2.4 % par rapport à l'année dernière, principalement à cause de la réduction des inscriptions aux programmes de préparation aux études en anglais et de qualifications additionnelles. En outre, les rénovations prévues des résidences ont réduit la capacité d'occupation et par conséquent les revenus des résidences. L'occupation devrait revenir à la normale en 2015-2016.

Fonds de fonctionnement non affecté

RÉEL	
Revenus	
Subventions de fonctionnement et contrats	76 221
Droits de scolarité	45 744
Autres	13 074
	135 039
	Note 1
Dépenses	
Salaires et avantages sociaux	105 043
Fonctionnement	16 004
Bourses d'études et d'aide	7 788
Frais d'occupation	8 784
	137 619
	Note 2
Affectations	3 186
Réduction du déficit net de fonctionnement non affecté	606

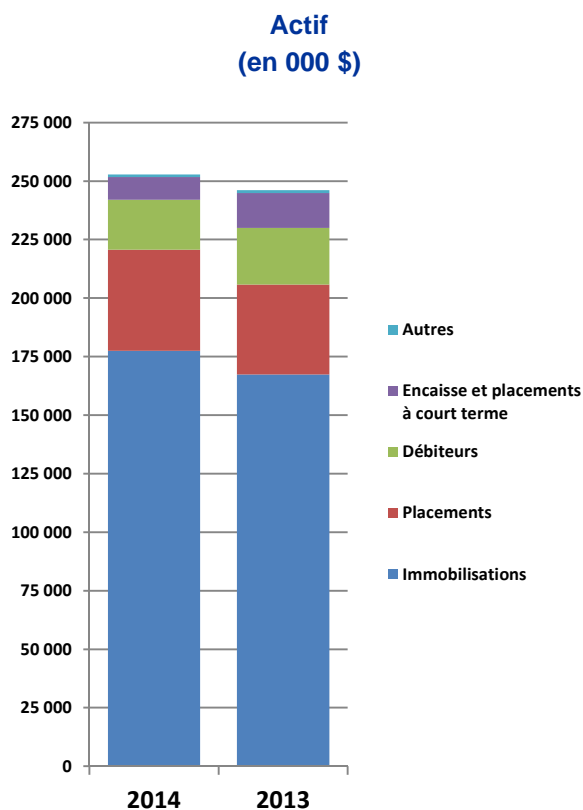
BUDGET	
--------	--

Note 1 - Revenus de fonctionnement par rapport au budget	
Total selon le budget 2013-2014	136 964
Moins les revenus auxiliaires selon le budget 2013-2014	(11 425)
	125 539
Revenus de fonctionnement prévus au budget	125 539
Différence d'avec les chiffres réels ci-dessus	(9 500)
Conciliation des écarts budgétaires	
Étudiants subventionnés	2 736
Subventions provinciales de fonctionnement et subvention fédérale les francophones	2 243
Subventions spéciales en cours d'année non prévues au budget	2 108
Recouvrement des unités (net des dépenses à des fins budgétaires)	1 337
Droits de scolarité	492
Subventions fédérales	381
Revenus de placements et divers	203
	-

Note 2 - Dépenses de fonctionnement par rapport au budget	
Total selon le budget 2013-2014	136 964
Moins les revenus auxiliaires selon le budget 2013-2014	(11 425)
	125 539
Dépenses de fonctionnement prévues au budget	125 539
Différence d'avec les chiffres réels ci-dessus	(12 080)
Conciliation des écarts budgétaires	
Étudiants subventionnés	2 736
Subventions spéciales en cours d'année non prévues au budget	2 108
Salaires et avantages sociaux	1 793
Recouvrement des unités (net des dépenses à des fins budgétaires)	1 337
Maintenance et rénovations diverses	1 267
Mouvements de trésorerie de Barrie et SOA selon le budget (futur poste budgétaire)	1 162
Services publics	769
Reports utilisés et divers	908
	-

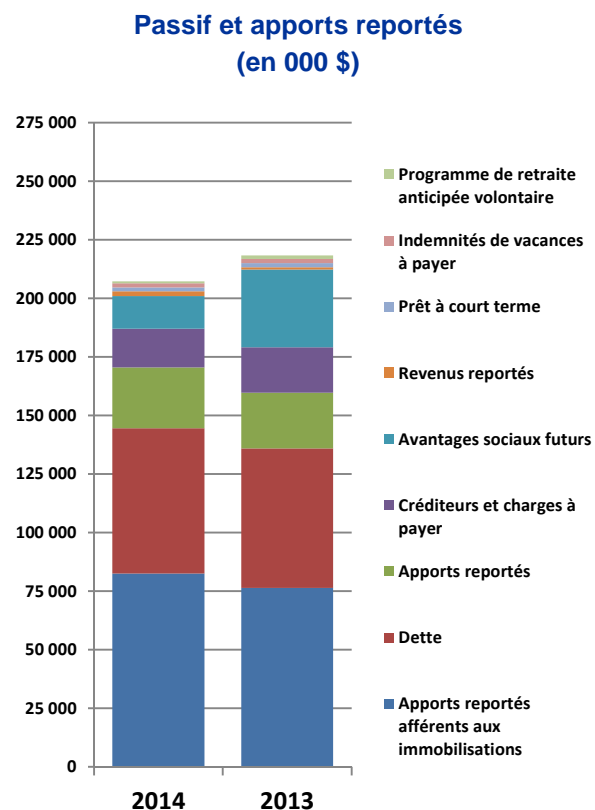
POINTS SAILLANTS DES ÉTATS FINANCIERS

État de la situation financière consolidés



L'encaisse et les placements à court terme ont baissé de 5,4 millions \$ pendant l'exercice 2014, en raison surtout de l'augmentation des dépenses en immobilisations par rapport à l'année précédente. Les comptes créditeurs ont baissé de 2,8 millions \$ en 2014 grâce aux excellents efforts de recouvrement qui ont fait baisser de 20 % les comptes créditeurs étudiants. De plus, à la fin de l'exercice, il y avait moins de subventions d'immobilisations à recevoir. Les placements ont augmenté de 4,8 millions \$ en raison des contributions reçues pendant l'année ainsi que de solides dividendes obtenus. Enfin, les biens immobiliers ont beaucoup augmenté en raison des dépenses en immobilisations pour l'École d'architecture (8,1 millions \$), les réfections de la Résidence des étudiants célibataires (3,5 millions \$) et la modernisation du campus (1,8 million \$), moins l'amortissement de 7,1 millions \$.

Dans l'ensemble, l'actif a augmenté de 2,8 %.

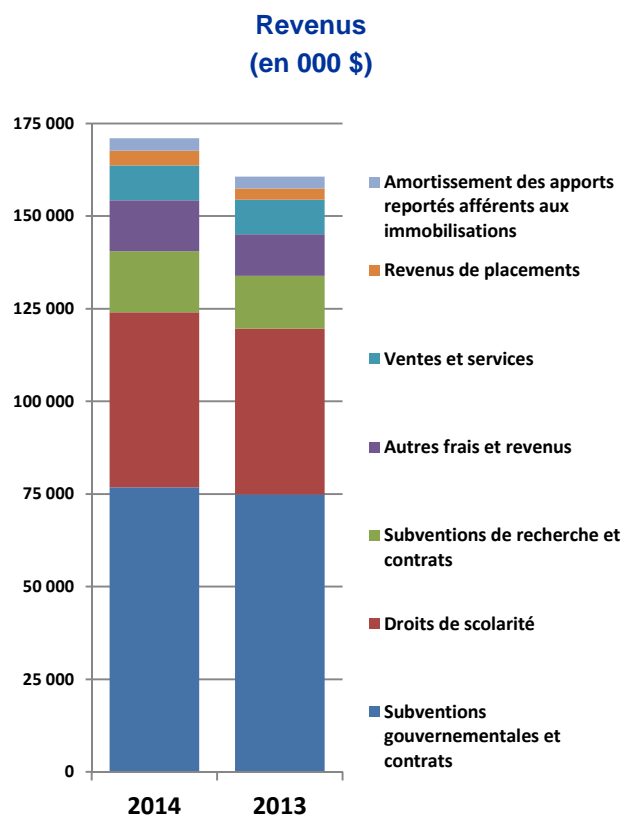


Les changements des avantages sociaux des employés ainsi que le rendement financier accru des régimes ont réduit le passif de l'Université de 19,3 millions \$ par rapport à l'exercice précédent. Les comptes créditeurs ont baissé de 2,8 millions \$, surtout à cause de la période des dépenses en immobilisations et des montants à verser au CEEM. La dette a augmenté à cause du nouvel emprunt à RBC de 1,9 million \$ pour la réfection de la REC et de 1,6 million \$ pour la modernisation du campus, moins les remboursements de 1,3 million \$ du principal sur la dette actuelle. Les contributions différées aux immobilisations ont augmenté principalement en raison des 8,4 millions \$ de subventions différées à l'École d'architecture, moins 3,3 millions \$ de subventions d'immobilisations amorties pendant l'année.

Dans l'ensemble, le passif et les contributions différées ont diminué de 5,1 %.

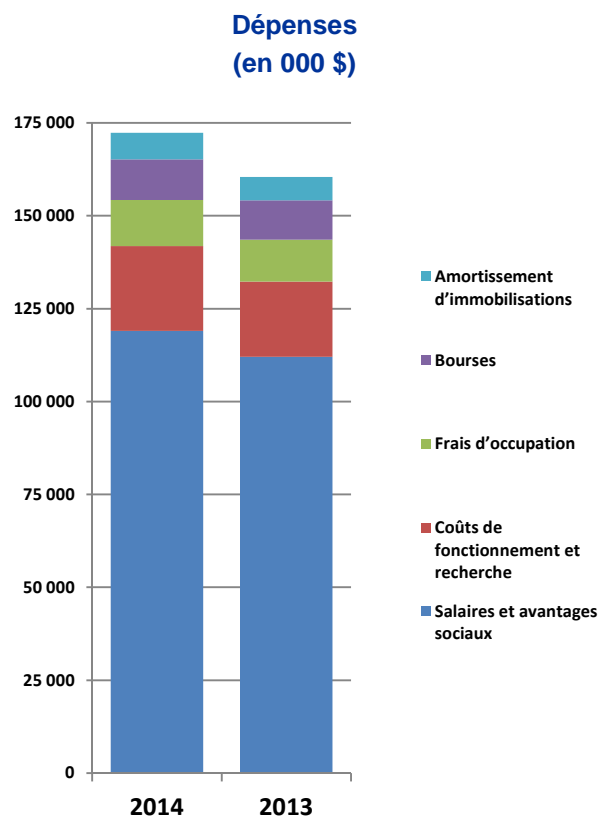
POINTS SAILLANTS DES ÉTATS FINANCIERS (suite)

État des résultats consolidés



Les revenus des droits de scolarité ont augmenté de 5,6 % par rapport à l'année dernière en raison des hausses des droits de scolarité qui allaient de 3 % à 5 %, ainsi que de l'augmentation générale des inscriptions. Les subventions de fonctionnement ont augmenté de 2,5 % grâce à la hausse du financement de l'accès aux études supérieures et à une hausse unique de la subvention pour les francophones de l'Université. L'augmentation des dons et de frais divers a entraîné une augmentation des autres frais et revenus. De plus, les placements ont eu un meilleur rendement que l'année précédente, ce qui a augmenté les revenus de placement.

Dans l'ensemble, les revenus ont augmenté de 6,4 %.



Les hausses salariales, les nouveaux postes, la croissance de l'École d'architecture, de même que les nouvelles initiatives de recherche sont à l'origine de la hausse de 6,3 % des dépenses au titre des salaires et des avantages sociaux. L'hiver froid et les augmentations des taux de divers services publics expliquent principalement l'augmentation de 10,2 % des coûts d'occupation. Les investissements dans des domaines comme le recrutement, les nouvelles initiatives de recherche, les sports, la technologie de l'information, les nouveaux programmes et le perfectionnement professionnel ont fait grimper les dépenses de fonctionnement et de recherche de 12,3 %.

Dans l'ensemble, les dépenses ont augmenté de 7,4 %.

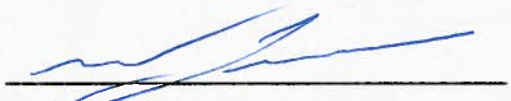
DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ ADMINISTRATIVE

L'administration de l'Université Laurentienne de Sudbury (l'Université) a la responsabilité de préparer les états financiers consolidés, les notes afférentes et tous les autres renseignements financiers contenus dans ce rapport financier annuel. Elle a préparé les états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes applicables aux organismes sans but lucratif. Elle pense que les états financiers consolidés représentent la juste situation financière de l'Université au 30 avril 2014 ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses mouvements de trésorerie pour l'exercice terminé le 30 avril 2014. Afin de produire une présentation juste à tous égards de tout le matériel, l'administration a employé des estimations et des jugements raisonnables. En outre, elle a veillé à ce que les renseignements présentés ailleurs dans ce rapport financier annuel soient cohérents avec ceux présentés dans les états financiers consolidés. Dans l'exécution de ses responsabilités et consciente des limites inhérentes à tout système, l'administration a conçu et tient un système de contrôles internes visant à fournir la garantie raisonnable que les biens de l'Université sont à l'abri d'une perte permanente et que les dossiers comptables constituent une base fiable pour la préparation des états financiers consolidés.

L'Université a retenu les services d'Eckler Ltd. pour obtenir une estimation de ses obligations relatives aux retraites et à d'autres avantages sociaux futurs des employés. L'administration a remis à l'actuaire responsable de l'évaluation les renseignements nécessaires pour produire le rapport actuariel de l'Université et conserve la responsabilité ultime de déterminer et d'estimer ses obligations relatives aux retraites et aux autres avantages sociaux futurs déclarés des employés.

Le Conseil des gouverneurs a la responsabilité d'examiner les états financiers consolidés et ce rapport financier annuel, principalement par l'entremise de son Comité de vérification. Les membres de ce comité ne sont pas des dirigeants ou employés de l'Université. Le Comité de vérification rencontre régulièrement l'administration ainsi que les vérificateurs externes pour discuter des résultats des examens de vérification et de questions de rapport financier, et pour confirmer que chaque partie s'acquitte de ses responsabilités comme il se doit. Les vérificateurs ont pleinement accès au Comité de vérification en présence ou en l'absence de l'administration.

KPMG LLP, comptables agréés, les vérificateurs nommés par le Conseil des gouverneurs, a produit le rapport sur les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 30 avril 2014. Le rapport des vérificateurs indépendants expose la portée de leur vérification et leur opinion sur la présentation des renseignements inclus dans les états financiers consolidés.



Normand Lavallée, FCPA, FCMA, FCA
Directeur général, Bureau des services financiers



Carol McAulay, CPA, CA
Vice-rectrice à l'administration

États financiers consolidés de

**UNIVERSITÉ LAURENTIENNE
DE SUDBURY**

Exercice terminé le 30 avril 2014



KPMG s.r.l.
Comptables agréés
144, rue Pine, BP 700
Sudbury ON P3E 4R6

Téléphone (705) 675-8500
Télécopieur (705) 675-7586
In Watts (1-800) 461-3551
Internet www.kpmg.ca

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Rapport aux administrateurs de l'Université Laurentienne de Sudbury

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de l'**Université Laurentienne de Sudbury** qui comprennent l'état de la situation financière au 30 avril 2014, les états des résultats consolidés, de l'évolution de l'actif net consolidé (insuffisance) et des flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes, qui comprennent un sommaire des principales conventions comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit comprend la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève de notre jugement, et notamment de notre évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, nous prenons en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des conventions comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.



Opinion

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Université Laurentienne de Sudbury au 30 avril 2014, ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

KPMG s.r.l.

Comptables professionnels agréés, experts-comptables autorisés

Le 16 octobre 2014
Sudbury, Canada

UNIVERSITÉ LAURENTIENNE DE SUDBURY

État des résultats consolidés

Exercice terminé le 30 avril 2014, avec informations comparatives pour 2013
(en milliers de dollars)

	2014	2013
		(Redressé - note 20)
Revenus :		
Subventions gouvernementales et contrats	76 808 \$	74 912
Droits de scolarité	47 209	44 690
Subventions de recherche et contrats	16 478	14 284
Autres frais et revenus (note 16)	13 768	11 245
Ventes et services	9 407	9 272
Revenus de placements (note 2)	4 003	3 023
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations	3 336	3 252
	171 009	160 678
Dépenses :		
Salaires et avantages sociaux	119 065	112 011
Coûts de fonctionnement et recherche	22 757	20 270
Frais d'occupation	12 423	11 274
Bourses	10 986	10 636
Amortissement d'immobilisations	7 128	6 285
	172 359	160 476
Excédent (insuffisance) des revenus sur les dépenses	(1 350) \$	202

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

UNIVERSITÉ LAURENTIENNE DE SUDBURY

État de l'évolution de l'actif net consolidé (insuffisance)

Exercice terminé le 30 avril 2014, avec informations comparatives pour 2013
(en milliers de dollars)

30 avril 2014	Non affecté	Avantages sociaux futurs	Affecté à l'interne	Fonds de dotation	Total
			(note 11)		
Actif net (insuffisance) au début de l'exercice	(8 838)	\$ (33 220)	33 005	36 756	27 703
Excédent (insuffisance) des revenus sur les dépenses	11 389	(8 947)	(3 792)	–	(1 350)
Virement affecté à l'interne	(687)	–	687	–	–
Apports reçus affectés à titre de dotation	–	–	–	1 097	1 097
Apports pour avantages sociaux futurs	(10 096)	10 096	–	–	–
Réévaluations des avantages sociaux futurs et autres éléments	–	18 186	–	–	18 186
Actif net (insuffisance) à la clôture de l'exercice	(8 232)	\$ (13 885)	29 900	37 853	45 636

30 avril 2013	Non affecté	Avantages sociaux futurs	Affecté à l'interne	Fonds de dotation	Total
		(Redressé - note 20)	(note 11) (Redressé - note 20)		
Actif net (insuffisance) au début de l'exercice (redressé - note 20)	(9 742)	\$ (42 623)	33 912	35 267	16 814
Excédent (insuffisance) des revenus sur les dépenses (redressé - note 20)	10 978	(8 943)	(1 833)	–	202
Virement affecté à l'interne	(926)	–	926	–	–
Apports reçus affectés à titre de dotation	–	–	–	1 489	1 489
Apports pour avantages sociaux futurs	(9 148)	9 148	–	–	–
Réévaluations des avantages sociaux futurs et autres éléments (redressé - note 20)	–	9 198	–	–	9 198
Actif net (insuffisance) à la clôture de l'exercice	(8 838)	\$ (33 220)	33 005	36 756	27 703

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

UNIVERSITÉ LAURENTIENNE DE SUDBURY

État des flux de trésorerie consolidés

Exercice terminé le 30 avril 2014, avec informations comparatives pour 2013
(en milliers de dollars)

	2014	2013
		(Redressé - note 20)
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement :		
Excédent (insuffisance) des revenus sur les dépenses	(1 350) \$	202
Élément hors encaisse :		
Amortissement d'immobilisations	7 128	6 285
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations	(3 336)	(3 252)
Changement des coûts accumulés du programme de retraite anticipée	(748)	(611)
Variation du gain non réalisé sur les placements	(3 277)	(1 322)
Coût des avantages sociaux futurs	8 947	8 943
	<u>7 364</u>	<u>10 245</u>
Apports de l'employeur pour avantages sociaux futurs	(10 096)	(9 148)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie (note 15)	952	(7 725)
	<u>(1 780)</u>	<u>(6 628)</u>
Flux de trésorerie liés aux activités de financement :		
Acquisition d'immobilisations	(17 247)	(14 063)
Changement dans les apports reportés	2 297	4 292
Apports reportés afférents aux immobilisations reçus	9 510	6 067
Remboursement de la dette à long terme	(1 257)	(980)
Dette à long terme obtenu	3 571	5 381
Diminution du prêt à court terme	(55)	(62)
	<u>(3 181)</u>	<u>635</u>
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement :		
Acquisition net des placements à long terme	(1 518)	(1 552)
Apports aux fonds de dotation	1 097	1 489
	<u>(421)</u>	<u>(63)</u>
Diminution nette de l'encaisse et placements à court terme	(5 382)	(6 056)
Solde de l'encaisse et placements à court terme au début de l'exercice	14 990	21 046
Solde de l'encaisse et placements à court terme à la clôture de l'exercice	9 608 \$	14 990

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

UNIVERSITÉ LAURENTIENNE DE SUDBURY

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercice terminé le 30 avril 2014
(en milliers de dollars)

L'Université Laurentienne de Sudbury (« l'Université ») est constituée par une loi spéciale adoptée selon le régime des lois de l'Ontario.

1. Résumé des principales conventions comptables :

(a) Constatation des revenus :

L'Université applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les principes de cette méthode sont les suivants :

Les apports non affectés sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont reçus ou sont à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et la réception finale du montant est raisonnablement assurée. Les apports affectés aux charges d'exercices futurs sont reportés et constatés à titre de revenus au cours de l'exercice où les dépenses correspondantes sont constatées.

Les apports affectés à des restrictions externes pour des buts autres que la dotation sont reportés et constatés à titre de revenus au cours de l'exercice où les dépenses correspondantes seront constatées.

Les apports affectés à l'achat d'immobilisations sont reportés et constatés à titre de revenus selon la même méthode que celle suivie pour l'amortissement des immobilisations correspondantes.

Les dotations et les revenus (pertes) de placement correspondants sont constatés à titre d'augmentation directe des actifs nets au cours de l'exercice en utilisant la méthode de comptabilité d'exercice.

Les promesses de dons ne sont pas des demandes juridiquement contraignantes et, pour cette raison, ne peuvent être constatées dans les états financiers consolidés que lorsque les montants auront été reçus.

Les droits de scolarité sont constatés à titre de revenus au cours de l'exercice où les cours et séminaires correspondants prennent lieu.

(b) Placements :

Les placements sont investis largement dans des fonds communs et sont comptabilisés à leur juste valeur marchande.

Les revenus / pertes provenant des placements faits grâce à des dotations sont affectés au compte de bourses correspondantes et au solde du fonds de dotation. Les revenus / pertes provenant des placements hors dotation sont affectés au solde du fonds hors dotation correspondant proportionnellement à leur solde moyen annuel pondéré.

UNIVERSITÉ LAURENTIENNE DE SUDBURY

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercice terminé le 30 avril 2014
(en milliers de dollars)

1. Résumé des principales conventions comptables (suite) :

(c) Immobilisations :

Les immobilisations acquises sont comptabilisées au coût. Les immobilisations reçues sous forme d'apport sont constatées à leur juste valeur à la date de l'apport. Certaines parcelles de terrain achetées avant le 1^{er} mai 2011 ont été comptabilisées au coût réputé, soit leur juste valeur au 1^{er} mai 2011, date de la transition vers les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

L'amortissement des immobilisations est calculé selon la méthode d'allocation linéaire basée sur leur vie utile estimée, qui est :

Bâtiments	40 ans
Matériel et mobilier	7 ans
Amélioration des terrains et des sites	15 ans

L'amortissement des projets de construction en cours se fera lorsque le projet est terminé et les installations sont utilisées.

(d) Avantages sociaux futurs :

L'Université maintient un régime de retraite à cotisations déterminées auquel elle verse un montant fixe pour chacun de ses employés et qui est assorti de prestations déterminées minimales garanties. Tous les employés de l'Université et des établissements fédérés qui participent au régime sont admissibles au plan dès leur entrée en fonction chez l'un de ces employeurs. Les prestations reposent sur les années de service et le salaire moyen final.

Le 1^{er} juillet 2011, l'Université Laurentienne a enregistré son Régime de retraite qui comporte maintenant deux parties. La partie A continue à fournir un Régime de retraite à cotisations déterminées assorti de prestations déterminées minimales garanties. La partie B est un Régime à prestations déterminées pour certains groupes d'employés de l'Université et concerne le service postérieur au 1^{er} juillet 2012.

L'Université commandite un régime d'assurance maladie à prestations déterminées pour la quasi-totalité de ses retraités et ses employés.

L'Université a approuvé un plan complémentaire pour les employés afin de leur fournir des prestations complètes si les limitations de l'Agence du revenu du Canada n'ont pas été imposées.

UNIVERSITÉ LAURENTIENNE DE SUDBURY

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercice terminé le 30 avril 2014
(en milliers de dollars)

1. Résumé des principales conventions comptables (suite) :

(d) Avantages sociaux futurs (suite) :

L'Université tient sa comptabilité selon la méthode de constatation immédiate de ses obligations au titre de prestations futures aux employés. Selon cette méthode, l'Université constate le montant des obligations au titre de prestations constituées de la juste valeur des actifs du régime dans l'état consolidé de la situation financière. Le coût des services courants et le coût financier sont passés en charge au cours de l'année, tandis que les réévaluations et les autres éléments, représentant le total de la différence entre le rendement réel et prévu des actifs des régimes, les pertes et les gains actuariels ainsi que les coûts des services rendus, sont comptabilisés comme une augmentation ou une diminution directe de l'actif net. Les charges à payer pour les avantages sociaux futurs financés sont déterminées suivant une technique de report qui permet d'estimer les charges à payer sur la base d'hypothèses de financement tirées du rapport d'évaluation actuarielle le plus récent préparé au moins tous les trois ans.

Les charges à payer pour les régimes non financés sont établies sur une base conforme à celle des régimes financés. L'actif des régimes d'avantages sociaux futurs est évalué à la juste valeur à la date de l'état consolidé de la situation financière. L'évaluation actuarielle la plus récente remonte au 1^{er} juillet 2011 et la prochaine évaluation se fera à compter du 1^{er} juillet 2014.

(e) Actif net affecté à l'interne :

L'Université restreint certaines portions de l'actif net de fonctionnement à des utilisations futures spécifiques. Lorsque les dépenses correspondantes sont engagées, elles sont comptabilisées au fonctionnement et le solde de l'actif net affecté à l'interne est réduit en conséquence avec un transfert à l'actif net non affecté.

(f) Entités apparentées et base de présentation :

MIRARCO

Les états financiers consolidés comprennent les actifs, passifs, revenus et dépenses de la Société de recherche appliquée en innovation minière et de réhabilitation (« MIRARCO ») qui est une entité à contrôle exclusive.

UNIVERSITÉ LAURENTIENNE DE SUDBURY

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercice terminé le 30 avril 2014
(en milliers de dollars)

1. Résumé des principales conventions comptables (suite) :

(f) Entités apparentées et base de présentation (suite) :

École de médecine du Nord de l'Ontario

L'École de médecine du Nord de l'Ontario a été créée pour fournir un enseignement médical dans le nord de l'Ontario. Bien que l'Université, en conjonction avec l'Université Lakehead, les seuls membres de l'École ayant droit de vote, exerce une influence notable auprès de l'École, l'Université n'a aucune participation économique dans celle-ci : c'est-à-dire, l'Université ne revendique aucun actif de l'École pendant sa durée de vie utile et n'est pas non plus responsable absolument ou éventuellement des obligations de l'École. Par conséquent, les opérations de l'École ne sont pas incluses dans ces états financiers consolidés.

SNOLAB

SNOLAB est un projet de recherche dont l'objectif principal consiste à construire, à exploiter et à mettre hors service une installation internationale de sciences souterraines connue sous l'acronyme SNOLAB. En vertu d'une entente convenue, l'actif et le passif du projet seront divisés entre les établissements membres du projet. La quote-part de l'Université des actifs, des passifs, des revenus et des dépenses de l'entité jusqu'au 31 mars 2013 est incluse dans ces états financiers consolidés. Les états financiers de 2014 ne sont pas disponibles; par conséquent, les soldes et les opérations seront inclus à l'avenir.

Centre d'excellence en innovation minière (« CEMI »)

Le Centre d'excellence en innovation minière (« CEMI ») a été créé le 23 avril 2007 en vue de faire progresser les études, la recherche et l'innovation. L'Université a versé 10 millions provenant du gouvernement provincial afin de mettre sur pied et de financer ce centre dès sa création.

L'Université ne revendique aucun actif du CEMI pendant sa durée de vie utile et n'est pas non plus responsable absolument ou éventuellement des obligations de ce centre. Par conséquent, les opérations du CEMI ne sont pas incluses dans ces états financiers consolidés.

UNIVERSITÉ LAURENTIENNE DE SUDBURY

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercice terminé le 30 avril 2014
(en milliers de dollars)

1. Résumé des principales conventions comptables (suite) :

(g) Instruments financiers :

Tous les instruments financiers sont initialement comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière à leur juste valeur.

Tous les placements en instruments de capitaux propres qui s'échangent sur un marché actif sont comptabilisés à leur juste valeur. La direction a choisi de comptabiliser les placements à leur juste valeur parce qu'ils sont gérés et évalués sur cette base.

Les frais de transaction encourus à l'acquisition d'instruments financiers évalués ultérieurement à la juste valeur sont comptabilisés en coûts au moment où ils sont engagés.

L'Université fait partie à des accords de swap de taux d'intérêt servant à gérer l'exposition aux risques de marché dus à l'évolution des taux d'intérêt sur sa dette à long terme. L'Université utilise la comptabilisation d'exercice pour les couvertures. Les gains ou les pertes réalisés lors du règlement de l'élément de couverture sont reportés jusqu'à ce que le règlement de l'élément couvert.

(h) Utilisation d'estimations :

La préparation d'états financiers conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada exige de la direction qu'elle fasse des estimations et qu'elle pose des hypothèses susceptibles d'avoir une incidence sur la valeur comptable de l'actif et du passif et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur les montants inscrits au titre des revenus et des dépenses de la période de présentation de l'information financière. Les éléments importants, qui sont sujets à ces estimations et hypothèses, incluent la valeur comptable des immobilisations, l'évaluation du Régime à prestations constituées et des avantages sociaux futurs. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Ces estimations sont revues périodiquement et si des ajustements s'imposent, ceux-ci sont portés aux résultats de l'exercice au cours duquel ils deviennent connus.

(i) Dépréciation d'actifs à long terme :

Les actifs à long terme, incluant les immobilisations corporelles sujet à l'amortissement, sont soumis à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. La recouvrabilité est mesurée en comparant la valeur comptable de l'actif à l'estimation au total des flux de trésorerie non actualisés qui résulteront vraisemblablement de l'utilisation et de la sortie éventuelle de l'actif. Si la valeur comptable de l'actif excède le total de l'estimation des flux de trésorerie non actualisés, une perte de valeur doit être constatée au montant par lequel la valeur comptable de l'actif excède sa juste valeur.

UNIVERSITÉ LAURENTIENNE DE SUDBURY

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercice terminé le 30 avril 2014
(en milliers de dollars)

2. Encaisse et placements :

	2014	2013
À court terme :		
Encaisse	7 856 \$	13 113
Placements à court terme	1 752	1 877
	9 608	14 990
À long terme :		
Fonds d'action, fonds distincts	22 221	20 018
Titres à revenu fixe	21 041	18 447
Obligations d'État et certificats de placement garantis	29	31
	43 291	38 496
	52 899 \$	53 486

Les placements à long terme reflètent des fonds de dotation et de certains programmes de recherche spécifiés.

Les fonds d'action, les fonds distincts et de titres à revenu fixe sont évalués à leur valeur de marché.

La répartition des revenus de placement se présente comme suit :

	2014	2013
Gain non réalisé	3 277 \$	1 322
Revenu d'intérêts	1 062	1 846
Gains (pertes) réalisés	(172)	-
	4 167	3 168
Frais de gestion des placements	(164)	(145)
	4 003 \$	3 023

3. Débiteurs :

	2014	2013
Comptes débiteurs	22 305 \$	25 507
Moins provisions pour créances douteuses	(967)	(1 398)
	21 338 \$	24 109

UNIVERSITÉ LAURENTIENNE DE SUDBURY

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercice terminé le 30 avril 2014
(en milliers de dollars)

4. Avantages sociaux futurs :

En ce qui concerne les dépenses médicales, l'Université remet annuellement aux employés retraités une somme fixe à condition qu'ils répondent à certaines conditions. L'obligation indiquée dans ces états financiers consolidés repose sur le calcul actuariel des obligations futures liées à ces prestations.

La répartition des régimes se présente comme suit :

	Régime de retraite	Obligation au titre des prestations postérieures à l'emploi	Régime de retraite complémentaire	2014 Total	2013 Total
					(Redressé - note 20)
Obligation - prestations de retraite	(319 300)	\$ (8 226)	(3 312)	(330 838)	(306 086)
Juste valeur de l'actif du régime	315 637	1 316	-	316 953	272 866
Passif au titre des prestations constituées	(3 663)	\$ (6 910)	(3 312)	(13 885)	(33 220)

Les hypothèses significatives utilisées sont les suivantes (moyenne pondérée) :

	Régime de prestations de retraite et Régime de retraite complémentaire		Prestations postérieures à l'emploi	
	2014	2013	2014	2013
Taux d'actualisation	6,25 %	6,25 %	4,00 %	4,00 %
Taux de croissance de la rémunération	3,50 %	3,50 %	-	-
Taux de rendement prévu des actifs des régimes, à long terme	6,25 %	6,25 %	4,00 %	2,00 %
Taux tendanciel touchant les coûts liés aux soins de santé	-	-	3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation	2,50 %	2,50 %	-	-

5. Immobilisations :

	Coût	Amortissement cumulé	2014 Valeur nette	2013 Valeur nette
Bâtiments	227 207	\$ 71 775	155 432	144 184
Matériel et mobilier	96 864	91 054	5 810	6 607
Amélioration des terrains et des sites	24 397	8 193	16 204	16 536
	348 468	\$ 171 022	177 446	167 327

Le coût des bâtiments inclut les projets en cours d'une valeur de 22 839 \$ (2013 - 11 483 \$) qui n'est pas assujéti à l'amortissement.

UNIVERSITÉ LAURENTIENNE DE SUDBURY

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercice terminé le 30 avril 2014
(en milliers de dollars)

6. Prêt à court terme :

Le prêt à court terme représente un prêt non garanti de la Banque TD Canada Trust pour le centre de loisirs des étudiants, avec un taux d'intérêt flottant de 1,50 % au 30 avril 2014 (2013 - 1,22 %).

7. Comptes créditeurs et charges à payer :

Sont inclus dans les comptes créditeurs et charges à payer les remises gouvernementales de 2 763 \$ (2013 - 2 366 \$), qui comprennent les montants à payer au titre de la TVH et d'autres retenues de la paie.

8. Dette à long terme :

	Taux fixe	Échéance	2014	2013
Banque de Montréal	5,14 %	2024	2 687 \$	2 874
Banque Royale du Canada	3,90 %	2040	15 337	15 640
Banque Royale du Canada	4,50 %	2042	20 083	20 438
Banque Royale du Canada	3,90 %	2023	1 945	-
Banque Royale du Canada	4,63 %	2042	1 627	-
TD Canada Trust	4,70 %	2036	12 822	13 125
TD Canada Trust	4,74 %	2043	7 453	7 563
			61 954	59 640
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an			(1 315)	(1 257)
			60 639 \$	58 383

Aux fins du financement des diverses résidences et la construction de l'École des sciences de l'éducation et d'un centre de loisirs pour la population étudiante en plus des projets de modernisation du campus, des facilités de crédit à taux variables ont été offertes en ce qui concerne les dettes susmentionnées dont les valeurs nominales principales se chiffraient à 4 116 \$, 16 300 \$, 20 600 \$, 1 945 \$, 1 627 \$, 14 800 \$ et 8 000 \$ respectivement.

L'Université a conclu des ententes provisoires de taux d'intérêt en raison de la volatilité de ceux-ci. L'Université a converti sa dette à taux variable de 1,50 % au 30 avril 2014 (2013 - 1,22 %) en dette à taux fixe comme il est indiqué ci-dessus. Les attentes accessoires connexes sont en place jusqu'à l'échéance de la dette.

Les paiements du capital sont estimés comme suit :

2015	1 315 \$
2016	1 377
2017	1 445
2018	1 511
2019	1 583
Par la suite	54 723
	61 954 \$

UNIVERSITÉ LAURENTIENNE DE SUDBURY

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercice terminé le 30 avril 2014
(en milliers de dollars)

9. Programme de retraite anticipée volontaire :

L'Université offre un programme de retraite anticipée volontaire au corps professoral de l'Université. Le passif futur de ce programme a fait l'objet d'un calcul actuariel sur lequel cette provision repose.

La note 4 énumère les hypothèses significatives utilisées. Aucun actif de régime n'est en place pour ce programme.

	2014	2013
Solde au début de l'exercice	1 575 \$	2 186
Coûts des intérêts	73	75
Prestations versées	(780)	(844)
Pertes actuarielles (gains)	(41)	158
Solde à la clôture de l'exercice	827	1 575
Moins la portion actuelle du programme de retraite anticipée volontaire	(763)	(856)
	64 \$	719

10. Apports reportés :

(a) Apports reportés :

Les apports reportés représentent les apports externes assujettis à des restrictions pour lesquels les dépenses de recherche et de fiducie seront dépensées dans les années futures. L'évolution des apports reportés est la suivante :

	2014	2013
Solde au début de l'exercice	23 658 \$	19 366
Plus apports reçus au cours de l'exercice	20 928	20 401
Moins montants reconnus comme revenus	(18 631)	(16 109)
Solde à la clôture de l'exercice	25 955 \$	23 658

UNIVERSITÉ LAURENTIENNE DE SUDBURY

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercice terminé le 30 avril 2014
(en milliers de dollars)

10. Apports reportés (suite) :

(b) Apports reportés afférents aux immobilisations :

Les apports reportés afférents aux immobilisations représentent la somme non amortie et non dépensée des dons et subventions reçues pour l'achat des immobilisations. L'évolution des apports reportés afférents aux immobilisations est la suivante :

	2014	2013
Non dépensé :		
Solde au début de l'exercice	477 \$	897
Plus apports reçus au cours de l'année	9 510	6 067
Moins les sommes utilisées	(9 427)	(6 487)
Solde à la clôture de l'exercice	560	477
Non amorti :		
Solde au début de l'exercice	75 878	72 643
Plus apports utilisés au cours de l'année	9 427	6 487
Moins montant amorti aux produits	(3 336)	(3 252)
Solde à la clôture de l'exercice	81 969	75 878
Total des apports reportés afférents aux immobilisations non dépensées et non amorties	82 529 \$	76 355

11. Actif net affecté à l'interne :

	2014	2013
Investis en immobilisations (note 12)	30 031 \$	28 428
Immobilisations non capitalisées	(3 536)	(949)
SNOLAB	(544)	(164)
Fonds de bourses	3 652	1 330
Fonds de recherches des unités et filiales	859	1 120
Reports des unités	920	5 014
Réserve pour retraites anticipées	(827)	(1 575)
Auxiliaires	1,058	1 528
Vacances	(1 713)	(1 727)
	29 900 \$	33 005

UNIVERSITÉ LAURENTIENNE DE SUDBURY

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercice terminé le 30 avril 2014
(en milliers de dollars)

12. Actif net investi en immobilisations :

L'investissement en immobilisations est calculé de la façon suivante

	2014	2013
Immobilisations	177 446 \$	167 327
Moins sommes financées par :		
Dette à long terme	(61 964)	(59 640)
Financement interne (note 13)	(1 774)	(1 608)
Prêt à court terme	(1 718)	(1 773)
Apports non amortis reportés afférents aux immobilisations	(81 969)	(75 878)
	30 031 \$	28 428

13. Financement interne :

Le détail des activités du financement interne aux fins des immobilisations est le suivant :

	2013	Nouveau financement	Remboursement	2014
Amélioration du rendement énergétique	557 \$	-	(135)	422
Système téléphonique et photocopieuse	88	117	(86)	119
Services auxiliaires	416	476	(98)	794
Campus de Barrie	547	-	(108)	439
	1 608 \$	593	(427)	1 774

Les prêts internes rapportent des intérêts à taux variable égal au rendement des investissements à court terme et doivent être remboursés sur une période de trois à cinq ans.

UNIVERSITÉ LAURENTIENNE DE SUDBURY

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercice terminé le 30 avril 2014
(en milliers de dollars)

14. Engagements et éventualités :

- (a) L'Université à accès à une marge de crédit non garantie s'élevant à 5 000 \$. La marge de crédit porte intérêt au taux préférentiel de la Banque Royale moins 0,50 %. Au 30 avril 2014, l'Université n'avait pas puisé dans cette marge de crédit.
- (b) L'Université a accepté de participer à un échange réciproque de risques d'assurance en association avec quarante autres universités canadiennes. Cette coopérative d'auto-assurance comprend une entente contractuelle permettant aux universités membres de partager les risques d'assurance des biens et de la responsabilité civile.
- (c) Le Conseil des gouverneurs de l'Université Laurentienne a approuvé le projet d'immobilisations de l'École d'architecture Laurentienne au montant de 42 600 \$ pour lequel le financement a été assuré en grande partie. La somme de 14 800 \$ a été dépensée jusqu'à présent.
- (d) Le Conseil des gouverneurs de l'Université a approuvé le projet de rénovation de la Résidence des étudiants célibataires, d'un montant de 7 600 \$ financé par emprunt à long terme. À ce jour 3 900 \$ ont été dépensés.
- (e) Le Conseil des gouverneurs a également approuvé le projet de modernisation de l'Université Laurentienne, d'un montant de 49 983 \$ financé par emprunt à long terme, les dons en immobilisations et les économies touchant les coûts de fonctionnement. À ce jour 2 400 \$ ont été dépensés.
- (f) L'Association générale des étudiants a approuvé par référendum une cotisation étudiante pour rembourser un emprunt à long terme voulu par le financement d'un nouveau Centre étudiant. Le Conseil des gouverneurs a approuvé la demande autorisant l'Université à chercher un emprunt à long terme de 10 000 \$ pour permettre la construction du Centre étudiant.
- (g) L'Université est actuellement aux prises avec des questions juridiques et litigieuses dont le dénouement est encore inconnu. La perte, s'il y a lieu, causée par ces éventualités sera justifiée dans les périodes au cours desquelles ces questions seront résolues. L'administration est toutefois d'avis que ces questions sont atténuées par une couverture adéquate.

15. Variation du fonds de roulement hors trésorerie :

	2014	2013
Flux de trésorerie d'exploitation :		
Débiteurs	2 771 \$	(7 862)
Autres actifs	(11)	(229)
Créditeurs et charges à payer	(2 794)	979
Indemnités de vacances à payer	(14)	360
Revenus reportés	1 000	(973)
	952 \$	(7 725)

UNIVERSITÉ LAURENTIENNE DE SUDBURY

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercice terminé le 30 avril 2014
(en milliers de dollars)

16. Autres frais et revenus :

Le détail des autres frais et revenus est le suivant :

	2014	2013
Droits de scolarité pour étudiants parrainés	2 736 \$	2 520
Frais accessoires et autres	2 448	2 111
Frais d'administration	1 933	1 813
Bourses et apports des comptes de fiducie	4 491	2 871
Autres	2 160	1 930
	13 768 \$	11 245

17. Risques financiers :

(a) Risque de crédit

Le risque est lié à la possibilité qu'une partie à un instrument financier manque à ses obligations et fait subir à l'autre partie une perte financière.

Le risque de crédit maximal auquel s'expose l'Université est représenté par la juste valeur des placements et des comptes débiteurs ainsi qu'elle est présentée dans l'état consolidé de la situation financière. La concentration du risque de crédit existe dans le cas où une portion importante du portefeuille est investie dans des titres qui présentent des caractéristiques ou des variations semblables relatives aux conditions économiques, politiques ou autres. L'Université, de concert avec son Comité des finances et ses conseillers en placement, surveille en permanence la santé financière de ses placements.

L'Université évalue continuellement les comptes débiteurs et pourvoit aux sommes non recouvrables au titre de provision pour créances douteuses.

(b) Risque de taux d'intérêt

L'Université est exposée au risque de taux d'intérêt relativement à ses investissements, à sa dette à long terme portant intérêt et aux swaps de taux d'intérêt comme en fait l'état le tableau des flux de trésorerie et les notes 1, 2 et 8 y afférentes.

(c) Risque de change

L'Université considère qu'elle n'est pas exposée à des risques de change significatifs découlant de ses instruments financiers.

(d) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'Université ne pourra tenir ses obligations en temps opportun ou à un coût raisonnable. L'Université gère son risque de liquidité en surveillant ses besoins de fonctionnement et prépare ses budgets et ses prévisions de trésorerie de manière à s'assurer qu'elle dispose de fonds suffisants pour s'acquitter de ses obligations.

Il n'y a eu aucun changement à l'exposition aux risques par rapport à l'année 2013.

UNIVERSITÉ LAURENTIENNE DE SUDBURY

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercice terminé le 30 avril 2014
(en milliers de dollars)

18. Initiatives liées au Projet pilote touchant la première génération :

Pour la période allant du 1^{er} mai 2013 au 30 avril 2014, les états financiers consolidés de l'Université indiquent des dépenses totalisant 132 \$ (2013 - 132 \$) pour la mise en œuvre d'initiatives liées au Projet pilote touchant la première génération. L'objectif du projet est la sensibilisation aux avantages de l'enseignement postsecondaire dispensé aux étudiants de la première génération et l'amélioration des taux de participation, de rétention et d'obtention de diplôme chez ceux-ci.

19. Organisations d'étudiants :

Les états financiers consolidés ne tiennent pas compte de l'actif, du passif et des résultats de fonctionnement des différentes organisations d'étudiants à l'Université.

20. Adoption anticipée de la Communication de l'information sur les avantages sociaux futurs par les organismes sans but lucratif et autre rajustement :

À compter du 1^{er} mai 2013, l'Université a adopté par anticipation le chapitre 3463, qui s'intitule « Communication de l'information sur les avantages sociaux futurs par les organismes sans but lucratif », du Manuel de CPA Canada - Comptabilité, sur une base rétrospective. La section 3463.01 permet qu'un organisme sans but lucratif applique le chapitre 3462, sauf disposition contraire prévue au chapitre 3463.

Conformément au chapitre 3463, les réévaluations et autres éléments sont constatés directement dans l'actif net de l'état de la situation financière, plutôt que dans l'état des résultats, et présentés comme un élément pris séparément dans l'état des variations de l'actif net. En adoptant le chapitre 3463, l'Université détermine maintenant ses obligations au titre d'avantages sociaux futurs en se fondant sur des hypothèses de financement plutôt que sur des hypothèses comptables.

Le tableau ci-dessous présente un rapprochement de l'actif net au 1^{er} mai 2012, tel qu'il a été rapporté antérieurement avec l'actif net calculé après l'adoption du chapitre 3463 et autre rajustement :

	Actif net au 1 ^{er} mai 2012
Actif net – comme rapporté antérieurement	47 888 \$
Avantages sociaux futurs :	
Réévaluations (i)	(64 136)
Utilisation des taux d'actualisation de financement (ii)	33 803
Autre rajustement (iii)	(741)
Actif net – redressé	16 814 \$

UNIVERSITÉ LAURENTIENNE DE SUDBURY

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercice terminé le 30 avril 2014

(en milliers de dollars)

20. Adoption anticipée de la Communication de l'information sur les avantages sociaux futurs par les organismes sans but lucratif et autre rajustement (suite) :

Le tableau ci-dessous présente un rapprochement de l'excédent (insuffisance) des revenus sur les dépenses pour l'exercice clos le 30 avril 2013, tel qu'il a été rapporté antérieurement avec celles calculées après l'adoption du chapitre 3463 et autres rajustements :

	Excédent (insuffisance) des revenus sur les dépenses pour l'exercice terminé le 30 avril 2013
Insuffisance des revenus sur les dépenses – comme rapporté antérieurement	(6 729) \$
Avantages sociaux futurs :	
Réévaluations (i)	4 003
Utilisation des taux d'actualisation de financement (ii)	3 376
Autres rajustements (iii)	(448)
Excédent des revenus sur les dépenses - redressé	202 \$

i) Réévaluations :

Avant l'adoption du chapitre 3463, les réévaluations de la période, y compris (a) l'écart entre le rendement réel de l'actif des régimes et le rendement calculé au taux d'actualisation utilisé pour déterminer l'obligation au titre des prestations définies au début de la période, et (b) les gains et pertes actuariels, ont été comptabilisés dans l'état des résultats, ainsi que le coût des services courants et le coût de finance. Or, le chapitre 3463 exige que les réévaluations soient constatées directement dans l'actif net de l'état de la situation financière, plutôt que dans l'état des résultats, et présentées comme un élément identifié séparément dans l'état de l'évolution de l'actif net. À la suite de ce changement, pour l'exercice clos le 30 avril 2013, l'excédent des revenus sur les dépenses de l'Université a augmenté de 4 003 \$ et l'actif net au 1^{er} mai 2012 a baissé de 64 136 \$.

ii) Utilisation des taux d'actualisation de financement :

L'Université, comme le permet le chapitre 3462, mesure maintenant ses obligations à prestations déterminées au titre d'avantages sociaux futurs en se fondant sur les évaluations actuarielles étayées par des hypothèses de taux d'actualisation de financement, plutôt que par des hypothèses de taux d'actualisation comptable. Au 1^{er} mai 2012, l'obligation liée aux avantages sociaux futurs a connu une diminution de 33 803 \$. À la suite de ce changement, pour l'exercice clos le 30 avril 2013, l'excédent des revenus sur les dépenses de l'Université a augmenté de 3 376 \$ en raison d'une diminution des avantages sociaux futurs entraînée par la modification des hypothèses de taux d'actualisation.

iii) Autres rajustements :

Les rajustements ont été apportés aux chiffres comparatifs de sorte que l'amortissement des subventions reportées au titre d'apport en immobilisation est constaté sur une base compatible avec l'amortissement des immobilisations connexes. À la suite de ce rajustement, l'excédent des revenus sur les dépenses de l'Université, pour l'exercice clos le 30 avril 2013, a baissé de 448 \$ et l'actif net au 1^{er} mai 2012 a diminué de 741 \$.

UNIVERSITÉ LAURENTIENNE DE SUDBURY

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercice terminé le 30 avril 2014
(en milliers de dollars)

21. Informations comparatives :

Certains chiffres informations comparatives ont été redressés afin de respecter la présentation des états financiers adoptés pour cet exercice.